

Extrait du registre des décisions de la Présidente
Décision n°2023-19

Objet : Demande de subvention auprès de la région Sud et de l'ADEME pour la réalisation d'une étude de stratégie sur le traitement des déchets ménagers

La présidente de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de collecte et de traitement des déchets des ménages et assimilés,

Vu le plan régional de prévention des déchets établi approuvé le 26 juin 2019 ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°69-22 en date du 4 avril 2022 portant délégation d'attributions à la Présidente ;

Vu l'arrêté n°2020-1308 du 15 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant les intérêts communs en matière financière et environnementale des 8 EPCI membres du pôle territorial dans la définition d'une stratégie coordonnée pour le traitement des déchets ménagers ;

Considérant le projet de convention du groupement de commande portée par la CoVe en tant que coordonnateur du groupement ;

Considérant que le montant prévisionnel de l'étude s'élève à 80 000€ HT ;

Considérant que pour l'aider à réaliser ce projet, la CoVe entend demander une subvention à la région et à l'ADEME selon un plan de financement prévisionnel suivant :

Région Sud	32 000€	(40%)
ADEME	32 000€	(40%)
CoVe	16 000€	(20%)
Total	80 000€	(100%)

Décide

Article 1 : De solliciter auprès de la région Sud et de l'ADEME une subvention pour le lancement d'une étude de stratégie sur le traitement des déchets ménagers.

Article 2 : De signer tous actes aux effets ci-dessus.

Article 3 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 29 mars 2023
Pour la Présidente et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent Marteau



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Nomenclature : 7.5.1 Demande de subvention